

Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

Absents :

Patrick VIGNAL.

Voeu pour le maintien de l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon (EPF-LR) à Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'organisation administrative de la grande région réunissant les Régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées, se structure autour des deux grandes métropoles, celle de Toulouse et celle de Montpellier. Nous souhaitons qu'une répartition cohérente, équitable des activités et administrations soit trouvée. Nous considérons que ceci est une condition nécessaire pour garantir le rayonnement de cette future région.

A ce titre, nous insistons particulièrement sur l'importance d'un maintien de l'Établissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon (EPF-LR) de plein exercice sur son territoire.

L'EPF-LR a été désiré, voulu, demandé et obtenu auprès de l'Etat par les élus de Montpellier (Ville et Agglomération devenue Métropole) et de la Région Languedoc-Roussillon. Il correspond à une philosophie et une idée du développement territorial de Montpellier et de l'ensemble de la Région Languedoc-Roussillon ainsi qu'à une conscience aigüe de l'importance du facteur foncier dans le développement et l'aménagement, notamment en matière de production de logements.

L'implantation de l'EPF-LR à Montpellier correspond au fait que le solde démographique migratoire en Languedoc-Roussillon est le plus élevé de France (hors Ile-de-France). C'est donc en Languedoc-Roussillon que le besoin en logement est le plus important. Le travail de l'EPF-LR est majoritairement (mais pas exclusivement) orienté vers la production de logements dont les logements sociaux.

Le programme pluriannuel d'intervention de l'EPF-LR prévoit une dévolution minimale de 70% de ses ressources financières à la fonction logement. Cette proportion est le reflet de la situation du logement en Languedoc-Roussillon et doit être maintenue.

De plus, l'EPF-LR intervient, à la demande de l'Etat, sur les communes carencées (au sens juridique du terme) en logement social qui sont très nombreuses en Languedoc-Roussillon (33 communes en 2015).

L'implantation à Montpellier correspond également au souhait de l'Etat comme des élus, que l'EPF-LR se lance dans le soutien à d'autres politiques comme le développement économique notamment le long de l'axe littoral, la politique de protection contre les risques (en particulier la lutte contre les submersions marines), le développement et les reconversions touristiques...

En outre, les dispositions de la loi ALUR (pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové) prévoient que là où il y a un EPF local, il ne peut y avoir un EPF d'Etat. Il serait paradoxal, dans ce cadre, que l'ex EPF-LR s'installe à Toulouse, seule zone de la grande région où il ne serait pas compétent.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- demander au Gouvernement d'arbitrer en faveur du maintien du siège régional de l'EPF-LR sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- alerter le Gouvernement sur l'obligation d'équilibrer les fonctions de commandement stratégique entre les deux Métropoles de la future Région, ce qui suppose de sortir des solutions préfabriquées pour faire confiance à l'intelligence territoriale des acteurs concernés.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 24 juillet 2015